

SNTRS



**CNRS-INRIA
INSERM-IRD**

En bref...

SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33
Courrier électronique : sntrs-cgt-bn@vjf.cnrs.fr - Site web : <http://www.sntrs.net>

Numéro 55 du 18 novembre 2003

Politique salariale du gouvernement : rioster à l'intolérable mépris !

Les politiques salariales menées dans la Fonction Publique ont conduit à un véritable effondrement du pouvoir d'achat des personnels : le minimum de rémunération est inférieur au SMIC, la baisse du pouvoir d'achat du point d'indice (au regard de l'indice des prix) va se situer fin 2003, entre 4 et 5 % depuis le 1^{er} janvier 2000.

Malgré cela, on assiste à un refus obstiné du Ministre d'ouvrir des négociations, et à une série de manœuvres de diversions et de reports. Cela démontre la conception du « dialogue social » de ce gouvernement n'est rien d'autre qu'un artifice.

Le gouvernement français s'abrite derrière les exigences européennes, cela ne le dédouane pas. Les options gouvernementales en matière de finances publiques, notamment pour ce qui est des choix budgétaires et des allègements fiscaux favorisent les entreprises et les revenus les plus élevés, et s'en prennent uniquement aux salariés.

Rien, sinon sa mise au service du Medef, ne justifie que le gouvernement programme délibérément une perte considérable du pouvoir d'achat de ses salariés, ni le niveau des salaires, ni le devenir de la Fonction Publique, sérieusement mis à mal par une attractivité qui s'effondre alors que nous sommes face à un très important besoin de renouvellement générationnel.

Cette politique s'oppose à la nécessité de retrouver une croissance nouvelle, riche en emplois, par la relance de la consommation des ménages et de l'investissement public.

Après des budgets drastiques de plus en plus éloignés des besoins, le recul de l'emploi, la remise en cause des retraites, l'allongement de la durée de travail -avec l'annonce d'une journée de travail gratuit- le recul des missions de service public, les externalisations et privatisations..., il s'en prend maintenant à nos salaires.

Trop c'est trop !

Les organisations CGT se sont adressées aux autres syndicats de la Fonction Publique pour organiser l'intervention unitaire qui s'impose.

Elles invitent à démultiplier partout les démarches unitaires, à intervenir auprès des préfets, des députés, des sénateurs, et à construire le rapport de force indispensable pour imposer d'autres choix et des réponses aux revendications sur les salaires, l'emploi, les retraites, les moyens, le service public...

Elles appellent à faire du JEUDI 27 NOVEMBRE, date de la rencontre des fédérations de fonctionnaires avec le Ministre une journée d'initiatives diversifiées les plus unitaires et du niveau le plus élevé possible.